

Accueil des Ukrainiens en Pologne : « La lune de miel prend fin, il faut une stratégie à long terme »

Par Recueilli par Jean-Baptiste François, le 26/3/2022 à 07h28

La démographe Agnieszka Fihel, experte des migrations à l'université de Varsovie, redoute la surchauffe du système et l'apparition de tensions sociales en Pologne, où plus de 2,2 millions de réfugiés ukrainiens sont arrivés en un mois.



La Croix : L'accueil des réfugiés ukrainiens est-il soutenable par la Pologne, qui compte 38 millions d'habitants ?

Agnieszka Fihel : L'élan de solidarité que nous avons vu les trois premières semaines de la guerre et l'enthousiasme de l'accueil est réel. Il doit beaucoup aux ONG, à la société civile, et aux autorités locales. Il ne faut pas oublier que les Polonais partagent (avec les Ukrainiens, NDLR) un même ennemi russe, dont l'armée était présente sur son sol jusqu'en 1993.

→ **ANALYSE. Joe Biden en Pologne : Washington soigne et tempère son allié**

Dans les grandes villes, la part des réfugiés au sein de la population locale est très importante. Plus de 300 000 Ukrainiens sont aujourd'hui accueillis à Varsovie, alors que la capitale compte 1,8 million d'habitants. Ils constituent donc 17 % de la population locale, ce qui représente un défi en matière d'intégration, si le conflit

dure. L'Union européenne leur a accordé une protection temporaire automatique pour une durée de trois ans.

Les familles qui ont accepté de recevoir chez eux cinq, parfois dix personnes ne peuvent pas le faire sans limite, c'est trop dur, pour des raisons de fatigue physique, morale, mais aussi financière. La lune de miel prend fin, il faut bâtir une politique cohérente qui permettra de tenir sur le long terme. C'est nécessaire, si on ne veut pas arriver au stade où les Polonais seraient contraints de renvoyer les réfugiés ukrainiens dans les centres d'hébergement.

En quoi l'accueil prévu jusqu'alors manque-t-il de cohérence ?

A. F. : Reprenons l'exemple de Varsovie. Il y a trois grandes gares où arrivent les réfugiés. La principale est gérée par les autorités centrales, de manière plus chaotique et moins généreuse. Les deux autres par les autorités locales, avec davantage de collaboration avec les ONG. Il y a un manque de coopération évident.

→ REPORTAGE. En Pologne, solidarité à tous les étages pour l'accueil des réfugiés ukrainiens

Par ailleurs, les règles ne sont pas claires sur les 400 zlotys (85 €) par mois que les familles d'accueil pourraient recevoir en compensation de leur solidarité. À ce stade, l'argent n'est pas encore déployé. Ma mère, qui accueille une famille, a entendu de l'administration qu'elle serait payée une fois la famille partie, ce qui n'a pas de sens puisque les besoins se font ressentir en temps réel. L'hébergement dans les foyers polonais gagnerait à être structuré, avec un système de parrainage pour les démarches administratives et l'accompagnement vers l'emploi, le logement...

L'accueil des enfants en milieu scolaire est inadapté et mal dimensionné. Les élèves ukrainiens ont quelques heures de cours pour apprendre le polonais. Cela peut aller vite, même s'ils écrivent et lisent en cyrillique, car l'ukrainien est peut-être aussi proche du Polonais que le français de l'italien. Mais le reste du temps, tout le monde est mélangé dans la même classe, ce qui n'est bon ni pour les Ukrainiens qui ne comprennent rien, ni pour les Polonais qui sont retardés dans des classes surchargées.

La cohabitation se passe-t-elle bien entre Polonais et Ukrainiens ?

A. F. : Pour le moment, je le crois. Il ne faut pas oublier que 1,2 million d'immigrés ukrainiens vivaient déjà en Pologne avant la guerre. Ils travaillent comme saisonniers pour la cueillette des pommes ou des fraises, en zone rurale. En ville, on les retrouve dans les services à domicile, la restauration, le BTP. D'autres, plus qualifiés, sont informaticiens ou professeurs d'anglais. Il y a beaucoup d'étudiants.

En Pologne, mobilisation générale de l'Église pour accueillir les réfugiés ukrainiens

Toutefois, je redoute la montée de tensions sociales. Une partie de la population pourrait développer du ressentiment envers les Ukrainiens, à qui on accorderait des « *privilèges* ». C'est un discours que j'entends déjà, à propos des transports gratuits pour les réfugiés ukrainiens, ou au sujet des allocations familiales. Je m'attends à l'entendre bientôt à propos de notre système de santé qui montrait déjà des signes d'insuffisance. Pourtant, il y a sans doute des occasions à saisir : les hôpitaux considèrent qu'il faut de trois à six mois pour intégrer une infirmière ukrainienne dans le système polonais.

Recueilli par Jean-Baptiste François